

## Synthèse n°1 – Sciences Po Forum

### *Conférence de l'Ambassadeur d'Israël en France à l'IEP de Strasbourg*

Mardi 16 octobre 2007

L'Association des Anciens Elèves de l'IEP de Strasbourg a invité l'Ambassadeur d'Israël à l'IEP. Monsieur l'Ambassadeur, Monsieur Daniel Shek, est en poste depuis un an. Il s'exprime dans un français excellent.

L'Ambassadeur a traité du renouvellement du processus de dialogue avec la Palestine après les échecs de Camp David en 2000. Selon l'Ambassadeur, il ne faut pas aborder cette question avec de naïfs espoirs, dans la mesure où de petits succès seraient toujours préférables à de grands échecs.

L'Ambassadeur commence par souligner que les Palestiniens auraient mieux fait d'accepter le plan de partage de l'ONU de 1947 (résolution 181) dans la mesure où c'est la meilleure proposition qu'ils aient reçus. *Il faut en effet rappeler que selon le Plan de Partage, l'État juif devait comprendre la plaine côtière, qui s'étend de Haïfa à Rehovot, l'Est de la Galilée et le désert du Néguev, incluant l'avant-poste de Umm Rashrash au sud (maintenant appelé Eilat) ; l'État arabe devait recevoir quant à lui l'Ouest de la Galilée, avec la ville d'Acre, les monts de Cisjordanie, et le Sud de la côte, s'étendant du nord de Majdal (maintenant Ashkelon), et comprenant l'actuelle Bande de Gaza, avec une partie du désert le long de la frontière égyptienne (la ville de Jaffa formant ainsi une enclave palestinienne en Israël). Dans le plan, la Palestine (à l'exception de Jaffa) est constituée d'un territoire continu tandis qu'Israël est séparée en trois parties séparées par la Palestine. Jérusalem n'appartient à aucun des deux Etats et constitue un micro-Etat sous contrôle international. Israël est plus grand (55% de la Palestine mandataire), mais est constituée à 40% du désert du Néguev. Tous les Palestiniens à l'exception du Parti communiste rejetèrent le Plan, désirant la totalité de la Palestine mandataire. Chez les Juifs, presque tout le monde accepta le partage à part quelques nationalistes. Les Palestiniens et les Etats arabes rejettent le vote de l'ONU, et en 1948 seul l'Etat d'Israël peut en conséquence être proclamé.*

L'Ambassadeur admet ensuite que l'opinion israélienne, largement favorable à l'Etat palestinien en 1947 change en partie d'avis, considérant que les Arabes ont laissé passer leur chance. Cependant, depuis 1948 les Israéliens ont selon l'Ambassadeur pris conscience que le compromis permettrait de dénouer le drame de ce conflit, et qu'il faut donc se séparer de certains rêves et de certains tabous. Ainsi, l'avenir d'Israël serait pour l'Ambassadeur dépendant de la création d'un Etat palestinien indépendant. Le rêve d'un grand Israël aux frontières bibliques (*Eretz Israel*) est désormais terminé, la majorité des Israéliens reconnaissant les limites de la puissance militaire.

Pour l'Ambassadeur, le retrait de Gaza il y a deux ans a brisé un tabou. *En septembre 2005, ne parvenant pas à un accord avec les Palestiniens, les Israéliens ont en effet en signe*

*d'apaisement entièrement évacué la bande de Gaza après 38 ans d'occupation, en en chassant de force tous les colons.*

L'Ambassadeur souligne ensuite que le principe de deux Etats pour deux peuples est la solution des amis de la paix, et que tous ceux qui refusent cette solution sont des ennemis de la paix. Il souligne ensuite que aucune solution n'est parfaite, il y a ainsi des réfugiés dans les deux sens, comme les Juifs arabes du Maghreb chassés de leurs pays d'origine par les Musulmans. Il faut donc arriver à cette situation de deux Etats qui feraient taire toutes les revendications nationalistes. L'Ambassadeur regrette que les accords de Camp David aient échoué de si peu. *Il fait référence aux accords de 2000, pas à ceux de 1978 qui avaient permis la paix entre Israël et l'Egypte grâce à la cession par Israël du Sinaï. Les accords de 2000 (sous l'égide de Bill Clinton) ont échoué sur la question de Jérusalem, sur l'ampleur du retrait israélien et sur la question des réfugiés.* Pour l'Ambassadeur, le retour des réfugiés palestiniens ne peut s'exercer que sur le territoire palestinien, pas en Israël. L'argument invoqué est la réciprocité, les Palestiniens ne veulent pas de Juifs dans leur Etat, les Israéliens ne veulent donc pas plus d'Arabes qu'ils n'en ont déjà (*les Arabes israéliens représentent environ 20% de la population israélienne*). Le retour total des réfugiés ne serait donc pas pour lui une solution, le pragmatisme voulant que si l'on partage le territoire et la souveraineté, on partage aussi la responsabilité des réfugiés.

Pour le Hamas, cette position n'est pas acceptable. En effet, le Hamas veut la mort d'Israël et refuse la coexistence. Le coup d'Etat militaire du Hamas à Gaza en juin 2007 n'est donc pas une bonne chose pour la solution du conflit. Le Hamas retrouve toujours selon l'Ambassadeur le réflexe de la violence. *Le Hamas (en arabe acronyme 'mouvement de la résistance islamique') est le principal mouvement islamiste palestinien, considéré comme un mouvement terroriste par l'UE et les USA. Le mouvement est fondé en 1987 par les Frères Musulmans. Le Hamas refuse tout partage du territoire avec les Juifs, et même toute négociation avec eux. Leur but est l'établissement d'un Etat islamiste régi par la charia sur tout le territoire de la Palestine mandataire (charte du mouvement). En 1993, le Hamas refuse les accords d'Oslo et continue de perpétrer de nombreux attentats contre des civils israéliens. En janvier 2006, le Hamas remporte les élections législatives et forme un gouvernement. En juin 2007, le Hamas mène une guerre civile contre le Fatah du président Abbas et prend le contrôle de Gaza. Abbas chasse alors le Hamas du gouvernement. Pour Israël, la reconnaissance de la légitimité du Hamas est suspendue à la reconnaissance d'Israël, à la délégitimation de la violence et à la reconnaissance des accords israélo-palestiniens passés.*

L'Ambassadeur indique que la proposition de plan de paix de l'Arabie saoudite et de la Ligue arabe est pour Israël une base de négociation. Le principal différent reste le droit au retour des réfugiés palestiniens. D'autre part, l'Ambassadeur indique que la notion de compromis n'implique pas nécessairement que la solution soit l'exact milieu.

Pour Monsieur Shek, le temps presse. En effet, l'émergence d'un Islam extrémiste, militaire et agressif qui cherche l'arme nucléaire est une menace pour toute la région. En ce qui concerne le dossier iranien, la position israélienne ne serait ainsi pas nécessairement différente de celle de certains pays arabes. Pour lui, les Occidentaux soulagent leur sens des responsabilités en se disant que le problème du nucléaire iranien est un problème exclusivement israélien, ce qui est selon l'Ambassadeur à la fois irresponsable et aveugle.

L'Ambassadeur souligne également que les médias français ne feraient pas une place assez importante à la société israélienne que est pourtant une société complexe.

Il reconnaît la souffrance des Palestiniens et dit souhaiter qu'elle cesse. En effet, la résolution du problème palestinien libérerait beaucoup d'énergies créatrices pour toute la région et

permettrait une fructueuse coopération israélo-palestinienne. Les entretiens réguliers entre les présidents israélien et palestinien sont un signe positif permettant d'entrer dans une logique de paix. C'est sur ces considérations que c'est achevé l'exposé de l'Ambassadeur.

La première question posée a porté sur le statut futur de Jérusalem Est. *Israël l'occupe depuis la guerre de 1967*. Pour l'Ambassadeur c'est une question complexe qui n'a pas de solution simple. La souveraineté sur ce territoire doit se résoudre par un accord. Il n'exclut pas de reprendre l'idée de la zone internationale.

Une autre question pose la question d'Israël comme agresseur. L'Ambassadeur ne partage pas cet avis, dans la mesure où l'Etat hébreux a toujours dû se défendre de la volonté du monde arabe de le rayer de la carte. Encore aujourd'hui, un Ahmadinejad négationniste et cherchant à se procurer l'arme nucléaire doit faire l'objet d'un rejet radical de la part de la communauté internationale. La diplomatie doit aller jusqu'au bout pour éviter la guerre, ce qui implique si nécessaire des sanctions voire des menaces de guerre.

Une autre question a été posée sur le mur construit par les Israéliens. L'Ambassadeur le qualifie plutôt de barrière de sécurité destinée à protéger la vie des citoyens israéliens des attentats terroristes. Dans la mesure où elle est efficace, elle a une raison d'être. Et l'absence de victimes civiles israéliennes facilite lors des négociations les concessions israéliennes. C'est ainsi pour l'Ambassadeur un moyen non agressif de promotion de la paix, destiné à terme à disparaître.

Une question a également porté sur un éventuel démantèlement futur des colonies de Cisjordanie comme cela a été fait à Gaza en 2005. L'Ambassadeur explique que le contexte est différent et que les colonies protègent Israël des tirs de roquette palestiniens. Cependant, il n'exclut pas cette évacuation dans le cadre d'un accord global.

*Pour Sciences Po Forum*  
**Brice de Bazelaire**